



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CENTRE HOSPITALIER SAINT-DENIS – LUNDI 29 JANVIER 2024

Solidarité avec la colère des agriculteurs : c'est le capitalisme qui nous affame tous !

Malgré les quelques annonces d'Attal, des blocages sont prévus cette semaine, chapeautés par des syndicats agricoles qui appellent à la fois « au calme » et à la « détermination ». La FNSEA, les Jeunes Agriculteurs et la Coordination rurale, qui ont l'habitude de bien calibrer les actions spectaculaires de leurs troupes ont visiblement peur d'être débordés.

Le gouvernement est fébrile également. Si Attal promet un paquet d'annonces supplémentaires (la carotte), Darmanin, déjà, change de ton (le bâton). Du « On ne répond pas à la souffrance en envoyant les CRS » (merci pour tous ceux que les CRS ont cognés et qui ne souffrent sans doute pas assez aux yeux du ministre !), il passe à la promesse d'un « dispositif défensif important » contre tout blocage de Paris et masse des blindés devant Rungis !

Dans le monde du travail, c'est surtout la solidarité avec cette colère qui s'exprime : d'un côté de la chaîne, les plus petits agriculteurs disent ne pas vivre de leur travail et de l'autre, notre salaire ne nous permet pas d'acheter correctement à manger !

Les ennemis des agriculteurs sont à la tête du mouvement et ne ciblent que des épouvantails !

Entre les deux, des grands capitalistes dont les profits dépendent du faible prix auquel ils achètent les matières premières, de l'exploitation des travailleurs des usines agroalimentaires et des supermarchés et, au bout du bout, des surpris au détail qu'ils nous infligent.

Certains producteurs laitiers ont ciblé Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers (marques Lactel ou Président...) et presque 400 millions d'euros de bénéfice en 2022. Avec Lactalis, il y a toutes les coopératives (Paysan Breton, Francine, Florette et autres Yoplait) possédées sur le papier par les agriculteurs mais qui leur imposent en réalité la loi du marché. Et, à la tête de ces coopératives, on retrouve les plus gros rats des champs, souvent des cadres de la FNSEA dont le chef, Arnaud Rousseau, dirige le groupe Avril (Lesieur, Puget), plus de 200 millions d'euros de bénéfice en 2022.

Pas étonnant qu'au sommet de ce « monde agricole » on préfère crier haro sur les fruits espagnols, les poulets polonais et le blé ukrainien ! Et tout l'échiquier politique, de la gauche à l'extrême droite de reprendre en chœur... mais sans jamais dire que l'agriculture française est une des premières du monde et inonde de lait et de céréales les marchés des pays les plus pauvres, notamment ceux de l'ancien empire colonial !

À la ville et à la campagne, le problème c'est le capitalisme

Les agriculteurs expérimentent la violence d'une société capitaliste qui leur promet l'indépendance à la ferme mais les asservit à sa loi du fric. Ils mettent le gouvernement dans l'embarras. Et si c'était l'occasion de toutes et tous rentrer dans la danse, avec nos revendications et nos moyens de lutte ? D'ailleurs, ça tombe bien, des journées de grève nationales sont prévues, le 30 janvier à EDF pour des augmentations de salaire, le 1^{er} février dans l'Éducation nationale contre les attaques concoctées par Attal lors de son passage éclair à ce ministère et pour plus de moyens, à partir du 6 février dans les technicentres SNCF et les ateliers de maintenance RATP...

Dans de nombreuses entreprises, les négociations annuelles sont chamboulées par des grèves. Des luttes déterminées sont la seule voie à suivre pour imposer les augmentations de salaire qu'il nous faut, pour enfin vivre et ne plus survivre comme on le lit sur les banderoles des piquets de grève.

Les agriculteurs montrent non seulement que bloquer le pays est possible, mais que c'est la seule façon de faire reculer le gouvernement. Ils ont leurs tracteurs pour cela, pour les salariés, il nous suffirait de cesser le travail pour que le pays soit complètement à l'arrêt.

Mais pour porter le rapport de force à un niveau qui les ferait vaciller, il ne faudra pas s'en tenir au « chacun dans son coin » des directions syndicales. Il va falloir s'y mettre toutes et tous, dans un grand mouvement d'ensemble !

Travailleur.euse, suis-nous pour t'engager ou plus d'informations :



<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/>



@npanouveaupartianticapitaliste



@NPA_NouvParAnti



JO : NETTOYAGE SOCIAL

À l'approche des JO, de plus en plus de familles hébergées jusque-là dans les hôtels sociaux sont expulsées afin de laisser place aux touristes fortunés venus assister aux jeux. Plusieurs milliers de places en moins pour les hébergements d'urgence, des familles en difficultés qui se retrouvent à faire de longs trajets pour l'école, et une politique policière qui consiste à vider les rues des sans-abris. Pour nos patients, plus de solutions non plus, c'est directement à la rue. Elles sont belles les valeurs de fraternité et d'inclusion des JO : pas de quoi rallumer la flamme.

JUSQU'ICI TOUT VA BIEN ?

Sans surprise, le ministère du Travail constate que les métiers de la santé sont en tension. Les raisons sont connues : le manque de main d'œuvre et le gap entre la formation et la réalité des métiers. En même temps, quand les directions privilégient les contrats courts et l'intérim, c'est difficile pour un nouvel embauché de se projeter à long terme dans l'hôpital... Il s'agit bien là d'une politique qui maintient des conditions de travail extrêmement difficiles en ne favorisant ni l'embauche ni l'augmentation des salaires. Ce que nous voulons, nous ne l'obtiendrons que par nos luttes.

EFFETS D'ANNONCE

La promesse du Premier ministre d'un budget « historique » sur cinq ans pour l'hôpital public n'avait pas grand-chose d'inédit. L'annonce de 32 milliards supplémentaires pour le secteur de la santé correspond en réalité à la hausse du budget de la branche maladie qui a été adoptée dans la dernière loi de financement de la Sécurité sociale. Et elle ne concerne pas seulement les hôpitaux mais aussi la médecine de ville. Le syndicat d'anesthésistes SNPHARE fait savoir qu'il est « d'ores et déjà admis que cette hausse programmée du budget de la santé sera insuffisante, la hausse naturelle des dépenses de santé étant supérieure ». Un coup de com' du Premier ministre prodigue.

MACRON MANQUE DE FRANCHISE

Depuis 2008, le gouvernement a mis en place les franchises médicales, entraînant le déremboursement d'une partie des soins. L'augmentation prévue fin mars 2024 prévoit de doubler la franchise sur les médicaments, les actes paramédicaux, les transports sanitaires, et les consultations et examens de biologie. Par exemple, pour un médicament, la part non remboursée passera de 0,50 à un euro. Quand on sait qu'un Français sur trois renonce déjà à se soigner, on voit où est la priorité du gouvernement. Les laboratoires pharmaceutiques ne cessent d'augmenter les prix, les mutuelles ne manqueront pas de suivre. Pour nous, la santé devient un produit de luxe.

FACTURES D'ÉLECTRICITÉ : + 10 % AU 1^{ER} FÉVRIER

Après 15 % de hausse en février 2023 et 10 % en août 2023, au 1^{er} février une hausse des taxes de 10 % décidée par les pouvoirs publics va faire flamber les factures. Ces taxes avaient été temporairement réduites par le bouclier tarifaire mais le gouvernement veut profiter de la relative stabilité des prix de l'énergie sur les marchés pour rattraper le temps perdu et nous faire les poches.

50 % DE SMICARDS EN PLUS EN DEUX ANS

En deux ans, le nombre de personnes payées au Smic a bondi de près de 50 %. Près d'une personne sur cinq (17,3 %) dans le secteur privé est aujourd'hui payée au salaire minimum, contre 12 % seulement début 2021. Leur nombre s'est accru d'un million de personnes. Sur les près de 17,6 millions de salariés, 3,1 millions gagnent ainsi 1 400 euros net par mois. Une misère. Le Smic a rattrapé des millions de salariés dont la paie était légèrement au-dessus, et qui sont devenus ou redevenus smicards. Une raison supplémentaire pour exiger une augmentation mensuelle d'au moins 400 euros pour tous, pas de

salaires inférieurs à 2 000 euros et l'indexation automatique sur les prix des salaires, des retraites et des diverses allocations.

COLÈRE

Depuis lundi, la grogne des agriculteurs prend de l'ampleur. Barrages routiers, blocages dont celui de la plateforme Leclerc de l'Aude, les actions se multiplient. Ils dénoncent que la marge des produits agricoles soit accaparée par la grande distribution et les groupes de l'agroalimentaire, et souffrent de l'augmentation du gazole : eux qui font vivre des millions de personnes n'arrivent plus à vivre de leur travail.

GAZA : LE CAP DES 25 000 MORTS DÉPASSÉ

Le ministère de la Santé palestinien a indiqué que l'offensive aérienne et terrestre menée par Israël pour « anéantir » le Hamas, a tué 25 105 personnes, en grande majorité des civils, et blessé 62 681 autres. D'autre part, au moins 1,7 des quelque 2,4 millions d'habitants du petit territoire assiégé ont dû quitter leur foyer, et la population manque de tout, exposée au risque de famine et aux épidémies. Enfin, l'Autorité palestinienne a annoncé de son côté que, depuis le 7 octobre, au moins 364 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons israéliens en Cisjordanie. Les massacres continuent...



Achetez le journal du NPA à nos militants ou abonnez-vous !

Pour 12 numéros : 24 €
Prix de soutien : 30 € pour 12 numéros